

Accueillir les jeunes enfants : enjeux politiques et éducatifs



Crèches, écoles maternelles, « maisons vertes », centres de vacances et de loisirs, points d'accueils diversifiés, constituent aujourd'hui une mosaïque originale, véritable service complémentaire à l'école publique comme aux dispositifs de santé publique, de prévention, d'action sociale et culturelle.

Et ils sont des milliers, au delà des parents, éducateurs, enseignants, puéricultrices, aide-puéricultrices, animateurs, cuisiniers, personnels de service, médecins, sages-femmes, militants de l'éducation populaire, psychologues, directeurs et directrices, élus municipaux, à incarner ce vaste réseau de continuité éducative. Ils animent, soignent, gèrent, construisent des projets éducatifs, culturels, accueillent les enfants, conseillent les parents, soutiennent des familles en difficultés, sensibilisent les élus quant à l'importance de leur travail. Ils sont un socle de vie, un tremplin pour l'éducation, une étape essentielle pour les plus jeunes des citoyens de ce pays. Les comptes rendus et les apports théoriques réunis ici s'appuient sur des conceptions pédagogiques puisées dans l'expérience et dans les références à l'Éducation nouvelle mises en oeuvre par les Ceméa dans leurs formations. Ils alimentent la réflexion de ce réseau de praticiens et de chercheurs*.

Rappelons en ici les principales : le tout-petit est une personne. L'importance de l'interaction entre l'individu et le groupe, enfant et adulte ; la place centrale de l'activité pour comprendre et agir sur le monde, l'influence du milieu de vie sur le comportement. Cette confiance et l'enthousiasme mis au service de l'éducation, de la santé et de la vie sociale, se heurtent pourtant à des incohérences graves.

Depuis 2008, la pauvreté augmente en France et affecte trois millions d'enfants. De plus, des menaces permanentes pèsent sur les gestionnaires associatifs, sur les collectivités publiques qui n'hésitent plus à faire appel à des services privés à but lucratif, considérant le parent usager comme un client. Les besoins sont énormes, exprimés par les familles et par les éducateurs ; ce sont, la formation des personnels, la diminution des effectifs de classes ou de groupes d'enfants, l'augmentation des moyens financiers, l'accompagnement des familles pour concilier vie familiale et vie professionnelle.

Face à ces enjeux politiques les Cemea militent pour un « véritable service public de la petite enfance » avec ses exigences éducatives de qualité, de gratuité, de recherche réactivée, de formations à développer.

**Marie-Claire Chavaroche-Laurent, Chargée de mission nationale Jeunes enfants
Serge Guisset, Ceméa Languedoc-Roussillon**

[Texte paru dans le dossier spécial Jeunes Enfants de janvier 2014](#)